Photo à titre illustratif

Jusqu'à quand ce régime Rajaonarimampianina/Hvm profitera-t-il de la démocratie élective, qui lui a permis d'être au pouvoir, pour se foutre complètement de la gueule du monde entier? En tout cas, en matière de réforme budgétaire demandée par la Communauté des bailleurs de fonds, c'en est une… Vers la très mauvaise gouvernance.

A l'extrême-droite, l'Ambassadeur de l'UE à Madagascar, Antonio Sanchez-Benito, à Bruxelles le 23 novembre 2015

En passant, l'Ambassadeur de l'UE à Madagascar, Antonio Sanchez-Benito, va présenter le PIN (Programme indicatif national) devant l'Assemblée nationale de Tsimbazaza, le vendredi 27

novembre 2015, à partir de 10h, en séance plénière. Etrange... Revenons à nos moutons.

Que **souligne l'exposé des motifs de ce** projet de loi n°040/2015 du 24 octobre 2015, portant loi de Finances pour 2016 **?** ***« Un taux de croissance de 4,5%, un taux d'inflation estimé à 7,2% et un taux de pression fiscale de 10,4% du Produit intérieur brut. L'État prévoit un budget réaliste et soutenable, en faveur de la croissance économique et pouvant réduire la pauvreté »***
**. Bravissimo ! **

Alors que le pays est exsangue, que l'autorité de l'Etat se base sur la corruption, le népotisme, les abus de pouvoir et les violations des lois et textes en vigueur, c'est sans remord aucun que la Présidence de la république, secteur non productif, se taille la part du lion dans ce projet de loi des Finances 2016. Et d'une manière extrêmement inhumaine, avec un budget honteux de 100.876 196.000 ariary, soit plus de 500 milliards d'anciens francs!

Ce chiffre donne déjà le tournis si l'on sait qu'en 2014, il était de 35,9 milliards ariary et qu'en 2015, il était de 65.533.380.000 ariary (plus de 320 milliards d'anciens francs). Soit une augmentation de 54% ! Mais la Présidence sous Rajaonarimampianina, c'est quoi ? S'il n'existe aucun organigramme officiel, par contre, ci-après les organismes qui lui sont rattachés:

Bianco (Bureau indépendant anti-corruption)

CIS (Central Intelligence Service

CNP (Comité National du Patrimoine)

EDBM (Economic Development Board of Madagascar)

Grande Chancellerie

Inspection Générale de l'Armée Malagasy

Inspection Générale de l'Etat

Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale

Médiature de la République

Office des Transmissions Militaires de l'Etat

SAMIFIN (« *Sampan-draharaha Malagasy Iadiana amin'ny Famotsiam-bola* »- organe de lutte contre le blanchiment d'argent)

Mais ce n'est pas tout. Hormis la dizaine de *«Conseillers spéciaux »*, le ministère d'Etat chargé de l'Aménagement du Territoire et des Projets présidentiels dépend directement de la Présidence. Or, dans ce projet de loi des Finances 2016, il hérite de 206 milliards ariary (contre 75 milliards en 2015). L'argent dont disposera Rivo Rakotovao passera non pas au double mais au triple en une année !

Si l'on fait une moyenne, la Présidence de la république de Madagascar, pour 2016, dépensera, en moyenne, un milliard 400 millions par jour ! De quoi faire le tour du monde plusieurs fois.

En comparaison, l'Assemblée nationale, elle, n'aura que 15 milliards ariary. Pourtant, les Députés ont été élus en même temps que le Président Rajaonarimampianina, le 20 décembre

2013. Par ailleurs, à la veille du Sommet COP21 à Paris, de qui se moque-t-on lorsqu'on sait que le budget alloué au ministère de l'Environnement a baissé de 26% alors que la lutte contre les feux de brousse et l'exportation illicite des bois précieux figurent parmi les priorités du gouvernement, du président de la république lui-même?

RECAPITULATIF SUR LES AUTRES DEPARTEMENTS

Primature : 101 milliards ariary (76 milliards ariary en 2015)

Ministère des Finances et du Budget : 1,4 milliard ariary malgré une coupe de plus de 500 milliards ariary par rapport à 2015

Ministère de l'Education nationale : 810 milliards ariary (une hausse de 162 milliards ariary par rapport à 2015)

Ministère de la santé publique : 345 milliards ariary (269 milliards ariary en 2015)

Ministère des Travaux publics : 226 milliards ariary (176 ariary en 2015)

Ministère de l'Energie : 60 milliards ariary (22 milliards ariary en 2015)

Ministère des Postes, Télécommunications et Nouvelles technologies : 1,9 milliards ariary

Ministère de la Culture et de l'Artisanat : 9 milliards ariary (4 milliards ariary en 2015)

Ministère des Mines et des Ressources stratégiques : 8,1 milliards ariary

Ministère de l'Economie : 11 milliards ariary (hausse de 2 milliards ariary par rapport à 2015)

Ministère de l'Agriculture : 238 milliards ariary. Ce qui constitue une coupe de 40 milliards ariary par rapport au budget 2015.

Ministère de la Population : 26 milliards ariary contre les 14 milliards en 2015

Pour ce qui est du budget des autres ministères (Armée, Justice, Jeunesse et Sports, Eau, Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie…), re-bonjour le manque de transparence. Mais attendons-nous à des hauts et des bas… inattendus.

A titre de comparaison, je publie, à nouveau, la « *British Rigor* » du Premier ministre britannique, James Cameron.

Plan quadriennal de la rigueur britannique

490.000 postes de fonctionnaires supprimés, 15 milliards de dépenses sociales coupées et un plafond de 26.000 livres maximum d'aides sociales par foyer fiscal. Les objectifs sont très ambitieux mais ne font pas peur aux Britanniques. Lors du discours prononcé par George Osborne, le Chancelier de l'Echiquier anglais à la Chambre des Communes le 20 octobre dernier, s'est même offert le luxe de réduire quelque peu le montant des coupes budgétaires par rapport aux annonces faites lors de la présentation du Budget 2011-2012 : 19% en moyenne sur les quatre ans à venir au lieu des 25% annoncés, pour un volume d'économies de 81 milliards de £ sur 5 ans. Les impôts supplémentaires sont évalués à hauteur de 29 milliards (ils peuvent se le permettre car ils sont à 38% de taux de prélèvements obligatoires).

L'effort britannique porte donc volontairement sur la dépense plutôt que sur le volet fiscal.

Réduction des dépenses (Milliards £)	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15
Réduction des dépenses prédéfinissant dévolues	14	25	39	52
Réduction de dépenses supplémentaires inscrites au budget	9	17	24	32
Total des réductions de dépenses inclues dans le Budget	23	42	63	83
Correction du Investissement fixé dans le ratio de prélèvement	-2	-2	-2,3	-2,3
Total des réductions des dépenses réalisées par la Direction des dépenses	**21**	**40**	**61**	**81**
Augmentation d'impôts				
Augmentation d'impôts prédéfinissant dévolues	11	17	18	21
Augmentation d'impôts supplémentaires inscrites au budget	6	7	9	8
Total des hausses d'impôts	**18**	**24**	**27**	**29**
Effort budgétaire Effort fiscal	**1,85**	**1,66**	**2,26**	**2,86**

David William Donald Cameron Premier ministre

Où le gouvernement britannique coupe-t-il ?

- Education (57,3 milliards de £) avec des économies de 10,88% sur les crédits
- Collectivités locales (26,1 milliards) avec une contraction de 38%

- Transports (12 milliards) avec une baisse de 14,98%

- Ministères de l'Environnement (qui comprend le ministère de l'agriculture) et de l'Ecologie avec des efforts respectifs de 29,98% et de 18,04%.

Les « ministères régaliens » stricto sensu ne sont pas en reste et participent également à l'effort sur la dépense :

- La Défense voit ses crédits se contracter de 7,5%,

- La Justice (-24,67%),

- Les Finances (Trésor -33%, Impôts et Douanes -18,3%)

- La Police avec -24%

[illegible]